

DOSSIER ADMINISTRATIF SIMPLIFIE SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE
comprenant l'Acte d'Engagement et le Cahier des Clauses Administratives
Particulières

MARCHE de MAITRISE D'OEUVRE

passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la
Commande Publique

N° ____ – DIR-UDG- 25-163

Objet du marché: Maîtrise d'œuvre relative aux travaux d'amélioration de la
performance énergétique du CEI de MELGVEN

Date de notification :

Numéro d'Engagement Juridique :

Imputation budgétaire : 0203-04-01

Code CPV : 71300000-1

A – ACTE D'ENGAGEMENT

1 – Identification de l'acheteur

Nom : Ministère chargé des Transports, Acheteur, représenté par Monsieur le Directeur
Interdépartemental des Routes Ouest

Adresse : DIRO / SGMAAPS / PFIC

L'Armorique – 10 rue Maurice FABRE – CS 63 108 – 35 031 RENNES CEDEX

Courriel : pfic.sgmaaps.diro@developpement-durable.gouv.fr

Téléphone : 02 99 33 46 72

Télécopie : 02 99 33 47 03

2 – Identification du comptable assignataire

Monsieur le Directeur Régional des Finances Publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine -
Avenue Janvier – B.P. 72 102 – 35 021 RENNES CEDEX 09 - Tél. : 02 99 79 80 00.

3 – Le titulaire

3A – Entreprise unique

Entreprise

représenté par agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :
.....
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel :

Téléphone : Télécopie.....

3B – Groupeement d'entreprises

Nature du groupement (conjoint ou solidaire - préciser le mandataire) :
.....

Entreprise n°

représenté par agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :
.....
.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel :

Téléphone : Télécopie.....

Entreprise n°

représenté par agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :

.....

.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel :

Téléphone : Télécopie.....

Entreprise n°

représenté par agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :

.....

.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel :

Téléphone : Télécopie.....

Entreprise n°

représenté par agissant

- ☐ pour son propre compte
- ☐ pour le compte de la société

ayant son adresse à :

.....

.....

N° d'identité d'établissement (S.I.R.E.T.) :

Courriel :

Téléphone : Télécopie.....

B – CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Article 1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de missions de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux d'amélioration de la performance énergétique du CEI de MELGVEN (29).

Les prestations font l'objet d'un marché unique.

Article 2 : Maître d'œuvre

Objet du présent marché.

Article 3 : Coordination en matière de Sécurité et de la Protection de la Santé des travailleurs (SPS)

Un coordinateur en matière de sécurité et de la protection de la santé des travailleurs (CSPS) sera choisi avant le démarrage de la phase APS afin de prendre en considération, dès la conception, la co-activité en phase travaux et la contrainte des travaux en site occupé.

Article 4 : Désignation de sous-traitants

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du Code de la Commande Publique, une attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

Article 5 : Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Représentant de l'Acheteur (RA), du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies au CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre à l'acheteur la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du travail.

Article 6 : Pièces constitutives du marché

Le marché est constitué par les documents contractuels ci-dessous énumérés par ordre de priorité :

Pièces particulières :

- le présent document valant Acte d'Engagement et Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Bordereau des Prix (BP) ;
- les plans des différents niveaux (0 et 1) ;
- les diagnostics amiante, plomb et radon.

Pièces générales :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG – Maîtrise d'œuvre) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre, en vigueur à la signature du marché.

Article 7 : Montant du marché

- Montant H.T. :

- T.V.A. 20 % :

- Montant T.T.C. :

Article 8 : Variation des prix

☐ Prix fermes

☐ Prix fermes actualisables

☒ Prix révisibles

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres fixée au 13 novembre 2025.

Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).

Choix de l'index de référence (pour l'actualisation ou la révision)

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prestations faisant l'objet du marché est : **ING – Ingénierie – Base 2010**.

Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-4} / I_{0-4}$$

avec : I_{0-4} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 4 mois ;

I_{n-4} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de la date fixée par la périodicité de mise en œuvre de la clause de révision moins 4 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Article 9 : Propriété intellectuelle

Les clauses du CCAG maîtrise d'œuvre sont seules applicables.

Article 10 : Durée du marché et délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est de 36 mois et part de la date de notification du marché.

Éléments de mission	Missions	Délais maximums
APS	Avant projet sommaire	30 jours à compter de la date de notification du marché
APD	Avant projet définitif	30 jours à compter de la date de validation de l'APS
PRO	Études de projet	30 jours à compter de la date de validation de l'APD
DPGF	Décomposition des prix globale et forfaitaire	30 jours à compter de la date de validation de l'APD
ACT	Dossier de consultation des entreprises	15 jours à compter de la date de validation du PRO
	Analyse des offres	15 jours à compter de la date de transmission des offres
VISA	Etudes d'exécution des entreprises	5 jours à compter de la réception des études d'exécution des entreprises
DET	Diffusion des compte-rendus des réunions de chantier	2 jours après chaque réunion
	Constat à la demande d'un titulaire	3 jours à compter de la demande
	Instruction des travaux modificatifs (TM) et supplémentaires (TS)	5 jours à compter de la réclamation du titulaire
	Traitement des décomptes	5 jours à compter de la réception

AOR	Organisation des OPR	30 jours à compter de la date de réception des travaux
	Rédaction des PV de réception / levées de réserves	20 jours à compter de la date de réception de l'avis d'achèvement des travaux
	Constitution des DOE	15 jours à compter de la date des OPR
	Suivi de la GPA	1 an à compter de la date de réception des travaux

Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG maîtrise d'œuvre, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 16.2.2 du CCAG maîtrise d'œuvre, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder le montant total du marché.

Par dérogation à l'article 16.2.3 du CCAG maîtrise d'œuvre, en cas de retard dans l'exécution de prestation le titulaire encourt une pénalité journalière de 100 € par jour ouvré de retard.

Les autres clauses du CCAG sont applicables.

Article 12 : Avance

Sauf indication contraire dans le présent document, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial HT du marché ou du bon de commande est supérieur à 50 000 € et sa durée d'exécution supérieure à deux mois. Elle n'est due que sur la base du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC du marché, de la tranche ou du bon de commande si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à : 30 %.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (Petite et Moyenne Entreprise), le taux de l'avance est égal à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 13 ci-dessous compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché, de la tranche ou du bon de commande atteint 65 % du montant initial TTC du marché, de la tranche ou du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est passé avec des **titulaires groupés conjoints**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Les dispositions du présent article s'appliquent, au marché reconductible, sur le montant de la période initiale et aux marchés reconduits, sur le montant de chaque reconduction.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RPA. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

☐ **Prestataire unique**

Le prestataire désigné ci-devant :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance

☐ **Groupement solidaire**

Les prestataires désignés ci-devant :

- ☐ **refusent** de percevoir l'avance
- ☐ **ne refusent pas** de percevoir l'avance

☐ **Groupement conjoint**

N° du cotraitant	Avance	
1	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
2	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
3	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
4	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir
5	<input type="checkbox"/> refuse de la percevoir	<input type="checkbox"/> ne refuse pas de la percevoir

Article 13 : Modalités de règlements

Le règlement s'effectuera par états d'acomptes.

Éléments de mission	Paielements
APS	85 % à la remise du dossier APS 15 % à la validation du dossier APS par le maître d'ouvrage
APD	85 % à la remise du dossier APD 15 % à la validation du dossier APD par le maître d'ouvrage
PRO	85 % à la remise du dossier PRO 15 % à la validation du dossier PRO par le maître d'ouvrage
DPGF	85 % à la remise des DPGF 15 % à la validation des DPGF par le maître d'ouvrage
ACT	15 % à la date de lancement de la consultation 70 % à l'approbation du rapport d'analyse des offres par le maître d'ouvrage 15 % à la notification des marchés de travaux
VISA	au prorata du pourcentage d'avancement des travaux réalisés jusqu'à la réception des travaux
DET	au prorata du pourcentage d'avancement des travaux réalisés jusqu'à la réception des travaux
AOR	40 % à l'issue des réceptions effectuées avec réserves 20 % à l'issue de la notification des DGD 20 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés 20 % à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ou à l'issue de sa prolongation.

Les factures ou les factures valant projets de décompte sont transmises par voie dématérialisée. Elles doivent comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que des références obligatoires qui seront communiquées à la notification du marché ou de l'accord-cadre.

Cette transmission s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Dans le cas d'un règlement par états d'acompte, le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

L'acheteur se libère des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

●compte ouvert à l'organisme bancaire :																						
●à :																						
●au nom de :																						
●sous le numéro :																clé RIB :						
●code banque :																code guichet :						

Article 14 : Réception

Les clauses du CCAG sont applicables.

Article 15 : Clause environnementale

Le candidat s'assure que les moyens sont mis en œuvre pour limiter ses émissions de GES dans le cadre de l'exécution de ses prestations (privilégier les déplacements doux, favoriser les échanges par dématérialisation).

Article 16 : Résiliation du marché

Les dispositions du CCAG sont seules applicables.

Article 17 : Dérogations aux documents généraux

L'article 11 du présent CCAP déroge aux stipulations des articles 16.2.1, 16.2.2 et 16.2.3 du CCAG maîtrise d'œuvre.

Article 18 :

Conformément à l'article R312-11 2ème alinéa du Code de justice administrative, les parties conviennent que leurs différends relatifs au présent contrat sont soumis au tribunal administratif de RENNES.

Fait en un seul original	
à : <input type="text"/>	le : <input type="text"/>
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) du/des prestataire(s) :	
<div style="border: 1px solid black; height: 150px; width: 100%;"></div>	

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Représentant de l'Acheteur

à :

Le :

La notification du marché ou de l'accord-cadre se fera sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE).